

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – mercredi 25 septembre

Les parlementaires interpellés avant les débats sur l'immigration

Le 30 septembre et le 2 octobre se tiendra à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, le premier débat parlementaire annuel sur la politique migratoire.

Pour l'occasion, un vade-mecum a été envoyé ce jour aux 577 députés et 326 sénateurs. Ce texte a été rédigé par David Torondel (Ligue des droits de l'Homme Quimper) puis corrigé et complété par Marie Cosnay et Philippe Aigrain (appel J'accueille l'étranger), puis par Eric Fassin (sociologue).

Il a été cosigné par près de 70 associations (dont les États Généraux des Migrations, Emmaus France, l'Auberge des migrants, le Syndicat des avocats de France, Tous Migrants...), et par près de 450 personnes engagées dans la défense des droits fondamentaux des étrangers, dont Cédric Herrou, Marie-Christine Vergiat, vice-présidente de la LDH, des personnes du monde artistique, universitaire, juridique et de simples citoyens bénévoles.

Ce vade-mecum est également consultable en ligne : <http://www.exils.org/vade-mecum/>

L'objectif est de rappeler aux parlementaires quelques données factuelles et de rétablir certaines vérités :

- La France n'est aucunement laxiste en termes de politique migratoire. Par rapport aux autres pays européens, la France ne reçoit pas tant de demandes d'asile, mais elle en rejette plus que les autres.
- C'est la France et l'Europe qui dévoient le droit d'asile et ne respectent plus la convention de Genève. C'est la France, c'est l'Europe, qui font le jeu des passeurs en continuant de refuser d'ouvrir des voies légales d'immigration. C'est nous qui créons les conditions obligeant les personnes à entrer de manière irrégulière, qui fermons nos frontières et laissons mourir à nos portes des milliers d'hommes, femmes et enfants.
- Nous, citoyens engagés, nous côtoyons et accompagnons les "déboutés du droit d'asile", les jeunes étrangers isolés dont la minorité n'a pas été reconnue, et nous refusons qu'ils soient stigmatisés, précarisés, il est temps de prendre conscience que s'ils font le choix, difficile, d'une vie en France sans statut, c'est qu'une vie dans leur pays serait encore plus invivable.
- Nous demandons de ne pas oublier qu'il y a aussi une France qui accueille, qui héberge, que ce soit en ville ou dans les zones rurales. Une France qui regrette profondément de devoir pallier les carences de l'État. Une France citoyenne, active, qui s'engage et donne de son temps pour aider TOUTES les personnes en difficulté, et qui refuse d'opposer les Français et ceux qui ne le sont pas. Nous ne le faisons pas par idéologie, mais par pragmatisme. Nous sommes convaincus qu'il est dans l'intérêt commun d'œuvrer, à notre modeste échelle, à l'accueil et à l'intégration des personnes qui souhaitent venir dans notre pays.
- Nous regrettons amèrement que les débats se tiennent sans qu'à aucun moment la parole ne soit donnée aux principaux concernés, à savoir les immigrés. Nous invitons les députés et sénateurs à aller discuter, hors caméra, dans un simple échange humain, ne serait-ce qu'une heure avec ceux que l'on nomme migrants, réfugiés, exilés, sans-papiers, mais qui sont avant tout des hommes, femmes et enfants.

Contact presse : David Torondel - 06 61 75 50 37